

Samir Kassir et Farouk Mardam-Bey. *Itinéraires de Paris à Jérusalem. La France et le conflit israélo-arabe*. Tome II : 1958-1991. Les Livres de la Revue d'études palestiniennes, Washington, 1993, 490 p. Le tome I traite de la période 1917-1958.

La population de langue arabe représente aujourd'hui 241 millions d'habitants, de l'Atlantique au golfe Persique. La Communauté européenne est le premier partenaire économique des pays arabes, devant les Etats-Unis. Quel sera son rôle en faveur de la paix et de la stabilité politique au Moyen-Orient ? Quel sera surtout celui que la France décidera de tenir entre ses alliés européens et les peuples de l'Orient arabe ? Les Israéliens et les Arabes ont soutenu l'initiative américaine, ou se sont inclinés devant elle. Feront-ils place à la France et à l'Europe dans des négociations qui commandent leur destin, mais aussi le nôtre ? Samir Kassir (né à Beyrouth) et Farouk Mardam-Bey (né à Damas) posent ces questions fondamentales en conclusion d'un livre dont les analyses, le style et les lumières rappellent une belle tradition d'échanges culturels de part et d'autre du bassin méditerranéen.

Un tel sujet se situe au centre de controverses passionnelles et d'actions militantes. Les auteurs de gardent pourtant des égarements affectifs. Ils écrivent avec une sobre élégance pour présenter leurs recherches et leur sens de la vérité. Il faut les lire. Arabes, ils tiennent évidemment à leurs propres convictions et au respect dû à leur personnalité ; mais ils savent eux-mêmes respecter l'autre. Ils restent sereins pour analyser les témoignages et les documents qu'ils ont consultés, et donc pour comprendre les attitudes des gouvernements et des opinions.

De Gaulle et Pompidou ont orienté la politique française dans un sens favorable à la reprise des relations amicales avec les Etats et les peuples arabes. Pourquoi ? Comment ont-ils justifié leur démarche et comment a-t-elle été reçue ? En interrogeant de nombreuses sources et en exposant longuement les motifs, Samir Kassir et Farouk Mardam-Bey décrivent les moments forts de la « politique arabe » de la France. Mais leur intention est aussi d'expliquer les raisons et les mécanismes qui ont permis à Israël de continuer à bénéficier de solides appuis en France, tandis que les droits arabes, malgré l'affirmation de la réalité palestinienne, se sont encore souvent heurtés à des réticences.

Nos deux auteurs défendent la thèse selon laquelle 1967 a été une année charnière pour deux raisons. D'abord parce que le général de Gaulle a pleinement assumé les conséquences politiques de sa condamnation de l'offensive et des conquêtes israéliennes de juin. Ensuite, parce que toutes les organisations juives

ont alors fini par se rallier à l'ambition sioniste d'Israël ou, au moins, par se justifier en fonction de l'existence de cet Etat.

D'une part, constatant le renforcement de la résistance palestinienne et voulant parer aux interventions hégémoniques des Etats-Unis et de l'URSS en Méditerranée, le gouvernement français a demandé la concertation des Quatre (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, URSS) pour qu'une véritable médiation soit acceptée par l'ensemble des parties arabes et qu'une solution pacifique soit trouvée, sur la base de la résolution 242 du Conseil de sécurité. D'autre part, la propagande israélienne et ses nombreux relais a sans cesse évoqué le sort des juifs jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale pour mieux travailler l'opinion française, et pour transférer la culpabilité européenne sur les Arabes afin de les « diaboliser ».

En dépit des ambiguïtés ainsi créées, Georges Pompidou, aidé par Michel Jobert, a poursuivi la politique engagée par de Gaulle ; il s'est employé à la faire admettre par la Communauté européenne. A l'époque où l'extraction du pétrole passait sous le contrôle des pays producteurs, il entendait ménager les relations de la France avec le Maghreb et maintenir son rôle sur l'axe économique et stratégique moyen-oriental. La nature nouvelle des relations internationales s'ajoutait à l'histoire pour commander à la France de considérer le monde arabe comme un ensemble. Bien sûr, les Etats arabes les plus énergiquement gouvernés renforçaient leur propre souveraineté sous le couvert du nationalisme arabe ou de l'unité islamique ; la position française n'en répondait pas moins à la sensibilité de l'opinion arabe où chacun des éléments réagissait par rapport à une situation globale.

Au contraire, l'administration américaine visait à contraindre chaque Etat arabe, pris séparément, à négocier avec Israël, et à reléguer le règlement du problème palestinien à un aménagement régional du sort des populations ¹. Ces divergences ont été soulignées par la guerre d'octobre 1973 car le gouvernement français, confronté aux initiatives des Etats-Unis, a mieux mesuré la nécessité de son action, tout en constatant les limites, même dans le cadre européen.

A partir de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, la « politique arabe » a été soutenue par une extension considérable du marché arabe dans les échanges de la France. Samir Kassir et Farouk Mardam-Bey soulignent la constance de la haute administration du Quai d'Orsay à en défendre les acquis diplomatiques, malgré des prudenances gouvernementales contrariant les audaces de quelques ministres, comme celles de Claude Cheysson au début du septennat suivant. Cette politique a en même temps mis en relief le poids de l'Europe, tantôt entraînant par son dynamisme communautaire, tantôt freinant à cause de la multiplicité de ses intérêts.

Le constat de nos auteurs devient alors désabusé : « *Mais ce qui, en définitive, caractérise la politique arabe sous Giscard aussi bien que sous Mitterrand et permet d'englober*

1. A propos des divergences entre la France et les Etats-Unis telles qu'elles ont été exprimées lors du colloque franco-américain réuni à Beaulieu-sur-Mer en mars 1971, voir *Le Monde* daté du 2 avril 1971, et *Politique étrangère*, 5-6, 1971, numéro spécial intitulé « Intérêts et politiques de la France et des Etats-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ».

l'expérience de deux présidents dans une même période, c'est que, chacun à sa manière, ils paraissent avoir pris acte des limites que rencontre une puissance moyenne comme la France. A l'heure du retour en force de l'atlantisme, la " différence française " commencera donc à s'éroder inexorablement, malgré les divergences majeures que Giscard aura avec Washington, pour se dissiper avec Mitterrand dans le bourbier libanais et, plus sûrement encore, dans les ruines de l'Irak. (p. 214) »

L'opinion française serait-elle restée figée dans les préjugés anti-arabes exacerbés en 1967 ? Les auteurs le constatent, parfois, à travers la mésinformation et la partialité des médias, ou à travers les campagnes et financements divers au profit des uns ou des autres. Ils savent bien que la méfiance a été aussi entretenue par le flux de l'immigration maghrébine dans une conjoncture marquée tout à la fois par les hésitations de la croissance, par les effets d'une démographie arabe galopante, et par ceux de l'accélération de la robotisation informatisée.

N'ont-ils pas été eux-mêmes influencés par la documentation pro-israélienne qu'ils ont patiemment dépouillée ? Ils ont cependant la sagesse de corriger leurs jugements trop désenchantés en décrivant les progrès d'une meilleure perception des droits du peuple palestinien, ou une appréciation plus juste de l'expansionnisme israélien qui a souvent entravé la recherche de la paix au Moyen-Orient. Certaines de leurs informations sont à revoir. Par exemple (p. 401), pour accompagner la « politique arabe » de la France, le Cercle France-Pays arabes a bien été fondé en 1987 par un gaulliste, Yves Guéna, mais il a regroupé des personnalités appartenant aussi à d'autres nuances ; en outre, ce n'est pas le gouvernement de Jacques Chirac qui a mis en veilleuse ses activités, mais celui de son successeur².

L'essentiel est que Samir Kassir et Farouk Mardam-Bey nous apprennent en nous faisant puissamment réfléchir. Riches de deux cultures, ils sont fiers d'être arabes et marqués par l'intégrante laïcité française, porteuse d'espoir, de promotion et d'entente. Leur inquiétude finale est-elle seulement due à l'attente d'une politique étrangère française plus originale ? N'est-elle pas plutôt le produit de notre temps ? Au-delà de l'affrontement entre les Palestiniens et les Israéliens, de graves dangers menacent la planète et, sous nos yeux, remuent tous les peuples qui vivent autour du bassin méditerranéen. L'itinéraire de Paris à Jérusalem est toujours à refaire.

Dominique CHEVALLIER

2. Voir les quatre numéros de *Messages*, publication du Cercle France-Pays arabes, de novembre 1987 à décembre 1988.